



Quand le «front républicain» laisse la place au front UMP-FN

10 juillet 2013 à 19:06

Par Jean-Pierre Blazy Député-maire PS de Gonesse
Libération

Une chose est sûre : le «front républicain» n'a plus lieu d'être. Etre élu socialiste ce n'est pas appeler à voter UMP tous les dimanches lorsque le PS est en difficulté. On ne peut en effet continuer à ériger une «digue» qui, depuis le début, a prouvé son inefficacité. Qui plus est, le «front républicain», qui a été réclamé par l'UMP lors de l'élection législative partielle de Villeneuve-sur-Lot, sera sans aucun doute piétiné dans la perspective des élections municipales de mars 2014.

Preuve vient d'en être donnée à Gonesse (Val-d'Oise) par le chef de file de l'UMP qui a noué une alliance avec le candidat frontiste pour la municipale de 2014.

La récente défaite du Parti socialiste au premier tour de la législative partielle de Villeneuve-sur-Lot et le score du Front national au second tour (46,24%) sonnent comme une énième alerte. Ce scrutin souligne la capacité du FN à mobiliser au-delà de son électorat et confirme la dynamique dans laquelle se trouve ce parti depuis 2002.

Par ailleurs, la victoire de l'UMP à Villeneuve-sur-Lot ne doit pas nous amener à croire en l'efficacité du «front républicain» : ce sont l'ancrage territorial et la «notabilité» du candidat UMP qui lui ont apporté le succès. Le «front républicain» fournit involontairement au FN une tribune d'où il peut s'autoproclamer parti antisystème et affirmer sa différence avec les partis de gouvernement.

Ajoutons à cela les craintes des Français face à la mondialisation, le sentiment que l'Etat ne les protège plus contre les dérèglements économiques mondiaux, la perte de confiance dans les partis majoritaires et l'on comprend mieux le refuge dans le vote frontiste.

Le discours de diabolisation qui prévaut depuis des années est devenu inopérant : le FN a en partie réussi son entreprise de «respectabilisation», aidé par le rapprochement idéologique opéré par une droite qui, se disant «décomplexée», a banalisé ses idées ; et il connaît une forte progression auprès de l'électorat périurbain, et depuis peu dans l'électorat rural. Le PS doit en prendre acte et mener une réelle politique du changement, prenant en compte les attentes des électeurs qui, se sentant abandonnés face au déclassé social, se réfugient dans l'abstention ou le vote sanction. Le PS doit renouer le dialogue avec son électorat populaire et répondre à ses attentes.

Dans cette nécessaire politique du changement, il y a plusieurs rendez-vous à ne pas manquer. Il faut, d'abord et surtout, sortir de l'ultralibéralisme prôné par l'Union européenne. En renforçant les sentiments nationalistes, l'Europe ordo-libérale est effectivement l'un des «carburants» du FN. C'est pourquoi, concernant les réformes à entreprendre, la France ne doit pas se laisser dicter les politiques à mener. Il en va ainsi de la réforme fiscale, qui sera une des conditions de la réussite de l'acte II du quinquennat de François Hollande. Il en va également de la question des retraites comme de la réduction des déficits budgétaires et sociaux, en dépit de ce que préconise la Cour des comptes. Cette baisse des dépenses publiques, dont pâtissent les politiques sociales, est source d'exclusion et de repli identitaire. Il en va encore de la nécessité de renforcer la République laïque face à l'insécurité culturelle ressentie par une partie importante de nos concitoyens.

Le PS doit prendre conscience que la «période d'essai» est terminée, et que les Français attendent des réponses concrètes à leurs problèmes, sans quoi le FN s'installera durablement comme le réceptacle de toutes les déceptions. Une politique du changement qui prenne en compte tous les citoyens et sorte enfin la France de la crise s'avère le meilleur des remparts contre la montée des extrémismes. Il faut donc abandonner les sempiternels discours de mise en garde contre le FN et s'attaquer de «front» aux difficultés quotidiennes des Français.